



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France

Unité Territoriale de Seine-et-Marne

Arrêté préfectoral n°2015/DRIEE/UT77/186

de mise en demeure à l'encontre de la Société VALOMETAL
pour son établissement situé rue d'Armentières sur la
commune de Trilport (77470)

**Le Préfet de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, Livres I^{er} et V, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L. 172-1, L.511-1, L. 514-5 et R. 512-46-23 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, Préfet de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°14/PCAD/129 du 1^{er} septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

Vu l'arrêté 2015 DRIEE IdF 153 du 1^{er} septembre 2015 portant subdélégation de signature ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 actualisant les prescriptions imposées aux Établissements L. MARCHETTO pour l'exploitation d'une installation de récupération et de tri de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques et de stockage et de dépollution de véhicules hors d'usage sur la commune de Trilport ;

Vu le courrier préfectoral, daté du 10 décembre 2014, prenant acte de la reprise des activités exercées par les Établissements L. MARCHETTO sur le site, Rue d'Armentières sur la commune de Trilport par la société VALOMETAL ;

Vu le rapport du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, daté du 28 octobre 2015, consécutif à l'inspection effectuée le 6 octobre 2015 dans l'établissement exploité par la société VALOMETAL située Rue d'Armentières sur le territoire de la commune de Trilport (77470) ;

Vu le courrier en date du 28 octobre 2015 de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France transmettant à la Société VALOMETAL le rapport susvisé ;

Vu le courrier en date du 28 octobre 2015 de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne informant la Société VALOMETAL de la décision de mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observation de la Société VALOMETAL au courrier préfectoral du 28 octobre 2015 dans le délai de 15 jours ;

Considérant que la société VALOMETAL a repris, à compter du 14 novembre 2014, les activités des Etablissements L. MARCHETTO Rue d'Armentières à Trilport (77470) ;

Considérant que l'établissement exploité par la société VALOMETAL sur le territoire de la commune de Trilport est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement, soumis au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 6 octobre 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- l'alarme du séparateur d'hydrocarbure signalait la saturation de ce dernier et la présence d'irisation en surface de l'eau retenue dans le bassin de rétention situé en amont du séparateur d'hydrocarbures,-
- l'entreposage des matières dites E61 (acier issu de la collecte sélective : résidus de boîtes de conserve compactées) présentait une hauteur supérieure à 6 mètres et la base du stockage était en appui sur la clôture du site ;
- la présence d'une activité de stockage de déchets visée par la rubrique 2714 relevant, au vu du volume entreposé, du régime de la déclaration sans l'avoir au préalable déclaré à Monsieur le Préfet ;
- l'entreposage d'une soixantaine de Véhicules Hors d'Usage (VHU) en attente de dépollution empilée sur trois niveaux et non distant d'au moins 4 mètres des autres zones de stockage ;
- l'entreposage de VHU dépollués sur une hauteur supérieure à 3 mètres et dans des conditions qui ne permettent pas de prévenir le risque d'éboulement ;
- les moteurs et de pièces grasses extraits des VHU ne sont pas entreposés à l'abri des intempéries et dans des conteneurs ou emballages étanches ,
- les RIA ne sont pas maintenus en état de fonctionner : le tuyau est déroulé et pincé et ils ne disposent pas de lance d'incendie.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.5.1 ; 4.3.3 ; 7.3.2 ; 8.1.7.1 ; 8.2.2 ; 8.2.6 et 8.2.7 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 autorisant les activités sur le site de Trilport ;

Considérant que face à ce manquement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société VALOMETAL de respecter les prescriptions des articles 1.5.1 ; 4.3.3 ; 7.3.2 ; 8.1.7.1 ; 8.2.2 ; 8.2.6 et 8.2.7 de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France,

ARRETE

Article 1^{er}

La Société VALOMETAL, qui exerce des activités de récupération et de tri de déchets de métaux et d'alliage de résidus métalliques et un centre de traitement de Véhicules Hors d'Usage (VHU) Rue d'Armentières sur la commune de Trilport (77470), est mise en demeure de respecter, dans un délai n'excédant pas trois mois, les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2013 DCSE IC 118 du 18 novembre 2013 suivantes :

➤ l'article 1.5.1 (porter à connaissance)

« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

➤ **l'article 4.3.3 (gestion des ouvrages)**

et notamment :

« La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. »

➤ **l'article 7.3.2 (moyens de lutte contre l'incendie)**

et notamment :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'au moins 2 Robinets d'Incendie Armés (RIA), situés à proximité des zones à risques.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les rapports de ces vérifications sont consignés dans le dossier « installations classées » prévu à l'article 2.6.1. »

➤ **l'article 8.1.7.1 (entreposage)**

et notamment :

« Les différentes aires de traitement des déchets sont distinctes et clairement repérées. La localisation et les volumes des stockages sont conformes aux indications du dossier de demande d'autorisation.

Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 m.

La hauteur des stockages et de déchets de métaux stockés n'excède pas 6 mètres. La stabilité des stockages est assurée en permanence. »

➤ **l'article 8.2.2 (entreposage des VHU avant dépollution)**

et notamment :

« L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. »

➤ **l'article 8.2.6 (entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des VHU)**

et notamment :

« Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.

Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. »

➤ **l'article 8.2.7 (entreposage des VHU après dépollution)**

et notamment :

« Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. »

Ce délai court à compter de la date de notification à la Société VALOMETAL du présent arrêté.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la Société VALOMETAL, les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Informations des tiers (art. R 512-39 du Code de l'Environnement)

Une copie du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la société VALOMETAL est soumise, est déposée et consultable en mairie de TRILPORT qui procédera également à son affichage pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du Maire à la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France - Unité territoriale de Seine-et-Marne.

Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même Code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 6 : Dispositions exécutoires

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de MEAUX,
- le Maire de TRILPORT,
- le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- le Chef de l'unité territoriale de la direction régionale et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société VALOMETAL, sous pli recommandé avec avis de réception.

Pour ampliation

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
L'Adjoint au chef de l'Unité Territoriale
de Seine-et-Marne


Bruno VERHAEGHE



Fait à Melun, le 17 novembre 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
L'Adjoint au chef de l'Unité Territoriale
de Seine et Marne

Signé

Bruno VERHAEGHE

DESTINATAIRES :

- La société VALOMETAL
- Le Maire de TRILPORT
- Le Sous-Préfet de MEAUX
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE)
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC)
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR)
- Le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Paris
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Savigny-le-Temple

